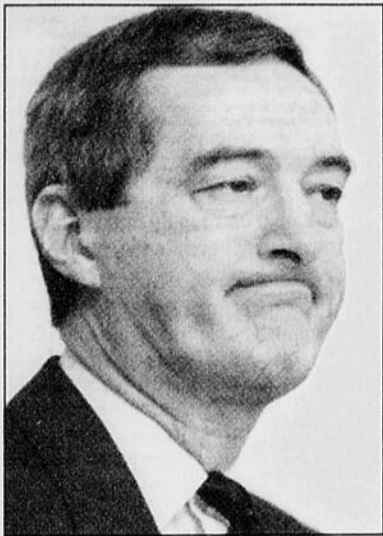


SANTÉ A3

L'école Champlain frappée par le même «virus» que l'école Alfred-DesRochers?

ÉCONOMIE D1

La politique de lutte à l'inflation se poursuivra sans Crow



La suspension sans salaire du policier contestée

□ Grief contre la direction de la Sûreté municipale

Yvon ROUSSEAU Sherbrooke

L'Association des policiers municipaux de Sherbrooke conteste la suspension sans solde imposée à l'un de ses membres soupçonné d'être impliqué dans un réseau de voleurs d'automobiles mis au jour au début du mois, dans la région immédiate de Sherbrooke.

«Nous avons déposé un grief pour contester la suspension sans solde du policier concerné», a fait savoir hier le président de l'association, Michel Martin.

Le syndicat n'attaque pas directement la décision de suspendre le policier en cause dans cette affaire, mais plutôt le fait que son salaire ne continue pas d'être versé. Car selon M. Martin, il est normal qu'un membre faisant l'objet d'une enquête soit relevé de ses fonctions, mais à la condition qu'il soit rémunéré car aucune accusation n'a encore été déposée contre lui.

«L'Association n'a aucune intention de se mêler de l'aspect criminel, affirme par ailleurs Michel Martin. Toutefois, si le policier n'est pas mis en accusation à la suite de l'enquête, nous allons nous assurer que ce dernier ne subisse aucune perte d'argent à cause de sa suspension.»

D'autre part, des informations fiables mais non confirmées indiquent que deux autres policiers de la Sûreté municipale de Sherbrooke auraient été mêlés, malgré eux

toutefois, dans l'affaire de vols d'automobiles, qui étaient démembrées afin que les pièces servent à remonter d'autres véhicules. Les deux agents ont acheté des voitures volées ou qui comportaient des pièces volées; ces automobiles auraient été saisies dans le cours de l'enquête policière.

De son côté, le directeur de la Sûreté municipale, Léon Paquin, a confirmé, tel que La Tribune le rapportait hier, que l'enquête a été confiée à la Sûreté du Québec lundi dernier «afin de respecter les règles d'objectivité».

«Il y a deux semaines, a-t-il précisé, nous savions qu'un de nos policiers pouvait être impliqué dans cette affaire de vols d'autos, mais nous ne possédions que très peu d'éléments». «L'enquête vient à peine de débuter, dit-il encore, et il n'est pas possible de conclure à des mises en accusation sans être en possession des résultats de l'enquête.»

Mises à part ces quelques déclarations, le directeur Paquin n'a pas voulu livrer d'autres impressions en marge de l'affaire, signalant que «si la SQ, dans le cours de l'enquête, décide de faire des commentaires ou de convoquer une conférence de presse, c'est son affaire».

M. Paquin a ajouté qu'il ne faut tout de même pas lui demander de convoquer une conférence de presse pour parler contre son équipe. «Je ne fais jamais de commentaires sur une enquête, tant et aussi longtemps que cette dernière n'est pas terminée et que je ne suis pas en possession d'éléments concluants», de préciser le directeur de la Sûreté municipale de Sherbrooke.

Léon Paquin précise que son attitude est la même pour tout citoyen, alors que son service attend deux semaines, un mois et même plus, avant de rendre les résultats publics, le temps que les enquêteurs traitent les informations.



Michel Martin, président du syndicat.

Chez nous

Budgets 1994

La situation dans 9 autres municipalités

Coaticook

Pour redonner sa fierté à l'agriculteur



CAHIER B

Une édition différente demain

Notre édition de demain, le 24 décembre, sera celle du week-end de Noël. Vous y retrouverez donc le style habituellement réservé à l'édition du samedi.

Le télé-horaire, le cahier de l'immobilier, la section Weekend Plus et les pages de tourisme feront partie de l'édition du vendredi qui comprendra également plusieurs reportages spéciaux sur la fête de Noël.

A noter qu'à cause de contraintes liées à la production, la section arts et spectacles sera publiée dans un cahier grand format, le Magazine Week-end de format tabloïd faisant relâche.

Tous les services de La Tribune préparent avec soin l'édition de Noël qu'il ne faudra absolument pas manquer.

Reservez votre exemplaire! Par ailleurs, nos bureaux seront ouverts demain entre 8h30 et 16h30. Il n'y aura pas de publication samedi, 25 décembre, mais La Tribune sera de retour en kiosque et à vos portes lundi matin.

MÉTÉO A2

(357e jour de l'année)

Variable: max. -10
Lever du soleil: 7h25
Coucher du soleil: 16h08
Demain: neige

La cote de solvabilité du Québec réduite

Frédéric TREMBLAY Montréal (PC)

L'agence de cotation torontoise Dominion Bond Rating Service (DBRS) réduit la cote de solvabilité du Québec alors que la Canadian Bond Rating Service (CBRS) maintient la sienne inchangée.

C'est la première fois que la DBRS, depuis qu'elle fait l'évaluation systématique de la situation financière des provinces (1987), dévalue la cote de solvabilité du Québec.

Celle-ci baisse d'un cran, passant de A (haut) à A-. Cette cote vaut pour la dette à long terme de la province. Quant à la dette à court

terme du Québec, DBRS maintient sa cote à R-1 (bas).

Réagissant à cette décade, le ministre des Finances du Québec, Monique Gagnon-Tremblay, a qualifié la décision de la DBRS «d'arbitraire et d'injustifiée».

Cette décade sur la dette à long terme de la province survient après que le gouvernement du Québec eut réajusté à la hausse son déficit prévu pour 1993-94, en prévoyant maintenant un manque à gagner de 4,5 milliards \$, soit 375 millions \$ de plus qu'anticipé.

La DBRS explique sa décision par le fait que le déficit et la dette du Québec par rapport au PIB atteignent un «niveau relativement élevé» dans une période où la capacité de la province de recueillir des

revenus additionnels est presque inexistante.

L'agence de cotation signale que les revenus fiscaux potentiels du Québec sont hypothéqués par quatre facteurs en particulier: la faiblesse de la reprise économique; les changements structurels de l'économie québécoise; l'impossibilité pour la province d'élargir sa base fiscale ou d'accroître ses niveaux de taxation sans créer du travail au noir; et l'incertitude entourant les changements politiques au Québec.

Au cours d'un entretien accordé hier à La Presse Canadienne, Doug Sawchuck, directeur à la DBRS, a précisé que l'arrivée possible du Parti québécois au pouvoir dans un avenir prochain n'était pas le seul élément significatif de l'incertitude

politique actuelle au Québec.

«Il n'y a pas que la perspective du PQ et de l'indépendance auxquels nous pensons. Nous tenons compte aussi des difficultés du gouvernement au pouvoir», souligne M. Sawchuck.

Pour sa part, la ministre Gagnon-Tremblay dit s'étonner que la DBRS décade le Québec en évoluant maintenant la question de ses revenus.

Mme Tremblay se souvient qu'antérieurement, le contrôle des dépenses était le critère déterminant de la DBRS pour faire ses évaluations de crédit.

La ministre attribue plutôt la décision de la DBRS à la volonté de rétablir l'écart qui avait existé par le passé entre les cotes du Québec et

de l'Ontario attribuées par la DBRS.

Les deux provinces avaient des cotes de solvabilité identiques depuis novembre dernier, après que la DBRS eut abaissé celle de l'Ontario.

De son côté, la Canadian Bond Rating Service a décidé de maintenir à A (Plus) avec perspective négative sa cote de solvabilité du Québec.

La CBRS, qui a souvent eu une attitude plus sévère à l'endroit du Québec que la DBRS, souligne la détermination du gouvernement québécois de contrôler ses dépenses alors que la reprise économique pointe à l'horizon.



L'hiver, le vrai, s'installe

Officiellement, c'est mardi que l'hiver s'est installé. Mais la plupart des Estriens y ont goûté hier, avec la neige et le vent glacial qui ont enveloppé la région. Les skieurs en profiteront. VOIR A3

«Ne me traitez pas comme un criminel»

Los Angeles (Reuter, AP)

Le chanteur Michael Jackson, soupçonné d'attentat à la pudeur sur un garçon de 13 ans, a clamé son innocence hier en direct sur plusieurs chaînes de télévision américaines.

Dans un message télévisé de quatre minutes, le chanteur a lu d'une voix douce un texte depuis son ranch où la presse n'a pas été admise.

«Il y a eu beaucoup de déclarations écoeurantes ces derniers temps à propos d'une conduite inconvenante que j'aurais eue. Ces déclarations me concernant sont totalement fausses», a-t-il déclaré depuis Neverland Valley, à Santa Ynés, à 250 km au nord de Los Angeles. «Ne me traitez pas comme un criminel», a-t-il lancé.

«Comme je l'ai dit depuis le tout début, j'espère que cette expérience horrible à laquelle j'ai été soumis prendra fin bientôt», a-t-il ajouté, répondant ainsi directement pour la première fois aux accusations portées contre lui depuis août.

La pop star a également raconté que les policiers l'avaient fouillé au corps cette semaine, afin d'établir si ses parties génitales portaient les signes distinctifs évoqués par son jeune accusateur.

«J'ai dû me plier à un examen humiliant et inhumain du départe-

ment du shérif de Santa Barbara et du département de la police de Los Angeles», a poursuivi Michael Jackson.

«Ils avaient contre moi un mandat d'arrêt qui leur a permis de voir et de photographier mon corps, dont mon pénis, mes fesses, le bas du torse, les cuisses et toute autre partie qui les intéressait».

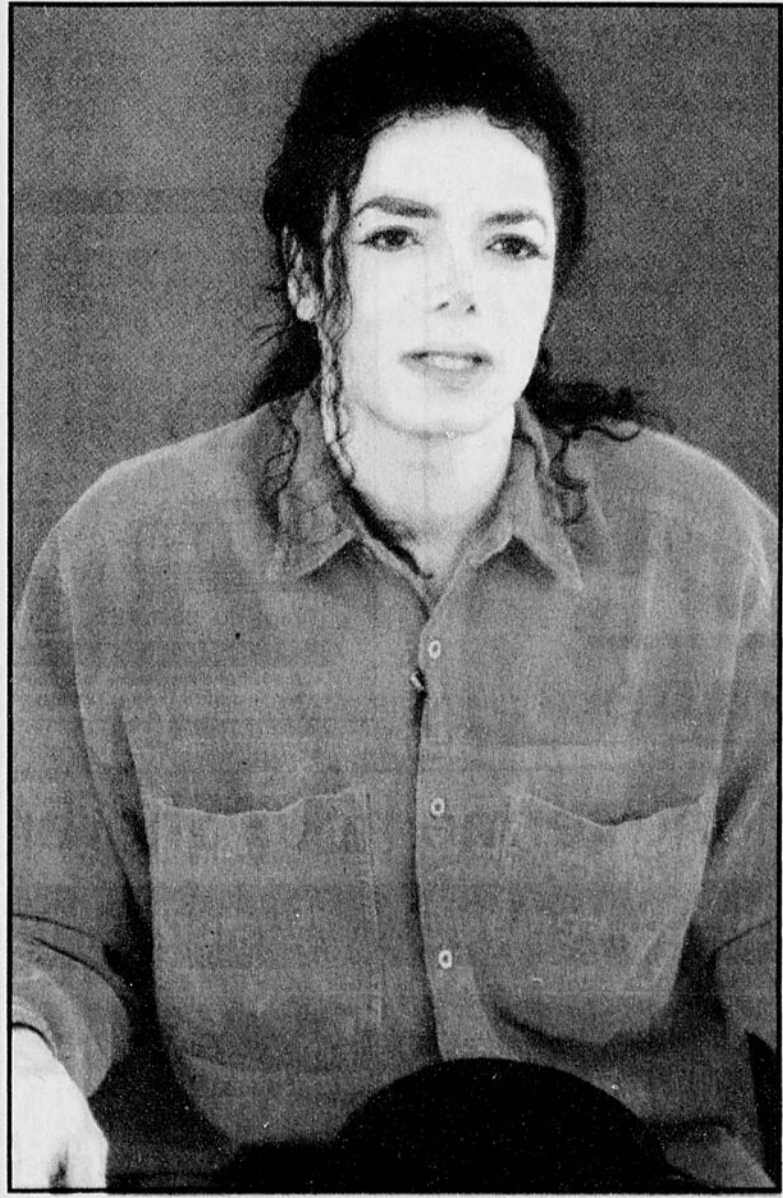
Le chanteur a expliqué que les enquêteurs étaient censés chercher toute trace de décoloration, taches ou autres preuves d'un trouble de pigmentation de la peau appelé vitiligo dont il dit souffrir.

«Le mandat précisait en outre que je n'avais ni le droit de refuser l'examen ni celui de refuser les photographies et que si je ne voulais pas coopérer, cela serait considéré comme un signe de culpabilité lors d'un procès», a-t-il poursuivi.

«Ca a été l'épreuve la plus humiliante de mon existence», a dit Michael Jackson d'une voix brisée par l'émotion.

«Ce fut un cauchemar, un horrible cauchemar mais s'il faut passer par là pour prouver mon innocence, mon innocence complète, alors qu'il en soit ainsi.»

«Je ne suis pas coupable de tout ce dont l'on m'accuse. Si je suis coupable de quelque chose, c'est de donner tout ce que j'ai pour aider les enfants du monde entier...»



Michael Jackson au moment de son message public, hier.

LA BONNE

Générosité

Les élans de générosité continuent de se multiplier à quelques jours de Noël. A Sherbrooke hier, le propriétaire du restaurant Chez Horace a offert un déjeuner copieux à quelque 200 personnes démunies, recrutées grâce au travail de La Chaudronne, un organisme qui soulage la souffrance depuis plusieurs années.

Ensuite, il y a eu distribution de paniers de Noël pour des gens dans le besoin.

Ailleurs aussi, l'esprit des Fêtes est bien vivant. Un garçon de 10 ans, de Toronto, a pu le constater lorsque des étrangers ont fait preuve de générosité envers lui après qu'il eut été victime d'un vol à la pointe du couteau et qu'on lui eut enlevé les 14,37 \$ qu'il avait gagnés en chantant des cantiques de Noël.

Deux adolescents ont en effet attaqué lundi le garçon dans le centre-ville de Toronto et sont partis avec sa veste et son portefeuille, a indiqué la police.

Le garçon avait l'intention de dépenser cet argent en cadeaux de Noël pour sa famille.

L'histoire s'est cependant bien terminée, des personnes généreuses ayant appris son malheur et lui ayant fait parvenir plus de 100 \$. Les dons continuant à affluer, le garçon et sa famille ont demandé aux âmes charitables de remettre tout autre montant aux oeuvres de bienfaisance, a dit la police.

NOUVELLE

Un copieux déjeuner pour 200 démunis

□ Le propriétaire de Chez Horace, Hervé Demers, son personnel et des clients réguliers ont mis la main à la pâte

François GOUGEON Sherbrooke

Quelque 200 personnes démunies ont eu droit hier matin à un copieux déjeuner, alors qu'elles étaient reçues au restaurant chez Horace, de Sherbrooke.

Il s'agit d'une initiative de son

propriétaire, Hervé Demers qui, pour l'occasion, a obtenu l'assistance bénévole non seulement de son personnel mais de clients réguliers, qui assurèrent le service au table et autres tâches.

«En ce qui me concerne, c'est une activité que je compte répéter l'an prochain», a indiqué M. Demers, rappelant qu'en offrant ainsi

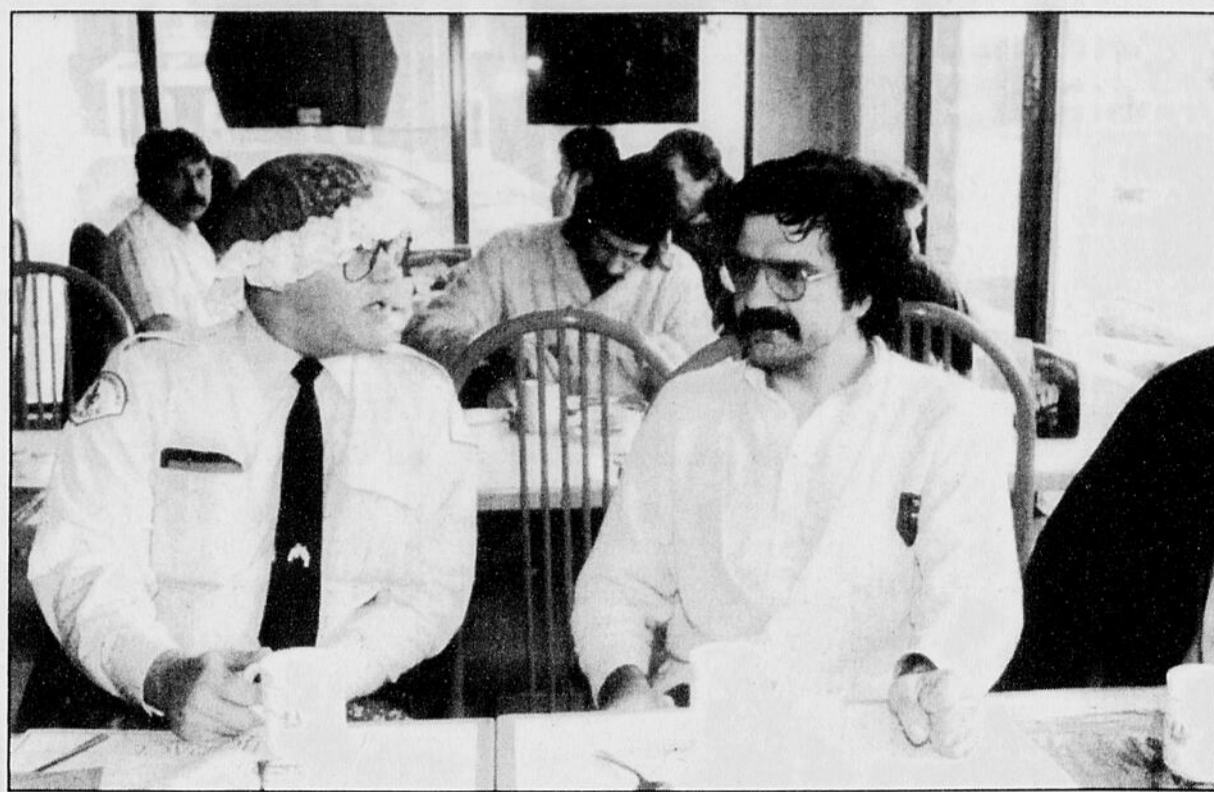
gratuitement le repas et un accueil chaleureux à des gens sans ressource, il voulait simplement participer à sa façon aux efforts visant à amenuiser la pauvreté. «C'est un geste du cœur envers des gens qui connaissent des difficultés financières... Notre commerce fonctionne bien et je me suis dit qu'il valait la peine d'en faire partager un peu à des gens qui n'ont pratiquement rien, leur offrir une petite douceur dans la vie, à peu de temps de Noël.»

L'activité a été orchestrée en collaboration avec La Chaudronnée, qui remettrait les 200 bons offerts par M. Demers. Les clients d'hier étaient donc issus en partie des rangs de cet organisme communautaire. Mais il y en avait aussi de d'autres groupes de dépannage.

Paniers à La Chaudronnée

Pour les gens de La Chaudronnée en tout cas, l'avant-midi d'hier a apporté un peu plus de réconfort, faisant oublier pour un moment les difficultés d'une vie rendue encore un peu plus pénible à cause du mauvais temps; après l'invitation chez Horace, c'était la distribution de paniers de Noël depuis les locaux de l'organisme populaire, rue Galt ouest.

Le président du conseil d'administration de La Chaudronnée, Mario Mercier, a précisé que les paniers ont été confectionnés à partir de dons de clients du Super C du Carrefour de l'Estrie et de différents marchands. En tout, près de 100 paniers ont vite trouvé preneur. «Bien sûr, a constaté M. Mercier, ça n'a pas l'ampleur de l'organisa-



Le policier René Dubreuil, de Sherbrooke, était parmi les clients réguliers qui ont bénévolement donné un coup de main dans l'organisation du déjeuner pour les démunis, au restaurant Horace. Il discute avec un intervenant de La Chaudronnée, Michel Jacques.

tion de Rock Guertin, mais c'est de plus dans la lutte à la pauvreté. Ça permettra aux bénéficiaires de La Chaudronnée de passer un meilleur temps des Fêtes, d'autant plus que nous serons fermés entre Noël et le jour de l'An.»

Celui qui dirige ce service de dé-

pannage dont plus du tiers du budget annuel d'environ 34 000 \$ requis pour fonctionner est comblé par des dons du public, notamment des communautés religieuses, déplore par ailleurs que la pauvreté aille en grandissant. «Autrefois, il n'y avait à peu près que nous. Main-

tenant, on compte de nombreux groupes de dépannage à Sherbrooke. Et la clientèle augmente sans cesse... C'est un bien triste constat que la pauvreté gagne toujours du terrain», a-t-il dit en faisant référence à la situation économique qui ne s'améliore pas.



Arthur distribue 130 paniers de Noël

Cette année encore, Arthur et son oeuvre ont distribué plus de 130 paniers de Noël à autant de démunis de la région. Sur la photo prise hier lors de la distribution des paniers, on reconnaît, de g. à dr., la conseillère Lise Drouin-Paquette, représentante de la Ville de Sherbrooke, André Dionne, directeur du Proviso de la rue Belvédère, Albert Dacien, l'un des bénéficiaires de l'oeuvre, et Arthur Laforest.

Nouvelle guerre des prix de l'essence à Sherbrooke

Serge DENIS Sherbrooke

Et voilà c'est reparti! Les stations-service de Sherbrooke sont à nouveau engagées dans une guerre des prix, alors que la plupart d'entre elles ont baissé leur prix à la pompe à 55,4 le litre pour les libres-services et à 55,9 aux endroits où on assure le service.

Tandis qu'on s'accuse de part et d'autre d'être à l'origine de cette mini-guerre qui reprend après une trêve de plus de six mois, le propriétaire de la chaîne La Pétrolière, Michel Giguère, qu'on pointe souvent du doigt comme étant l'instigateur de l'instabilité des prix de l'essence, croit pour sa part qu'il faut plutôt regarder du côté des bureaux d'Esso Imperial à Montréal, pour en connaître l'origine.

«C'est facile de trouver un bouc émissaire, mais tout ce que nous faisons de notre côté, c'est de suivre Esso. D'ailleurs, poursuit-il, toutes les guerres au Canada viennent d'eux. Cette année, ils ont dit qu'ils voulaient éliminer 1000 stations-service et ils viennent à bout de mettre ça sur le dos des indépendants.» Michel Giguère est aussi convaincu qu'Esso est derrière la guerre des prix qui se déroulent actuellement dans la région de Montréal, de l'Outaouais et de Lanaudière.

«Nous autres, les petites pétrolières, on est des comme un peewee qu'on envoie dans la Ligue nationale. Ça fait déjà deux ans qu'ils nous tiennent. Quand ce n'est pas sur le prix du gros qu'ils nous mènent, ils se reprennent sur le prix à la pompe», estime le distributeur en colère. «Ils ont les puits, les raffineries et tout le service de distribution, comment voulez-vous qu'on leur fasse du trouble? Il n'y a pas un indépendant qui peut les battre», poursuit-il.

Le distributeur pour 13 détail-

lants de la région admet que la stratégie d'Esso lui fait mal. «Moi, à chaque cent qu'on enlève sur le prix régulier, ça me coûte 2700 \$ par semaine. C'est terrible. Et c'est toujours le même problème, ils ne s'attaquent pas à Shell ou à Pétro-Canada, c'est toujours aux plus petits qu'ils s'en prennent. Et d'après moi, ils n'arrêteront pas tant qu'ils n'auront pas réussi à fermer le tiers des stations», craint Michel Giguère.

Chez Esso, sans nier être l'instigateur du conflit, on se défend bien de chercher la disparition de concurrents. «Ce que nous essayons de faire à Sherbrooke, c'est de maintenir la différence d'un demi-cent entre les stations-service libre-service et les autres», explique Maryse Paquette, conseillère aux affaires publiques chez Esso à Montréal.

Même si la conseillère aux affaires publiques chez la pétrolière refuse de se compromettre sur d'autres baisses qui pourraient survenir au cours des prochains jours, il n'est pas question de lâcher prise tant que la concurrence n'aura pas saisi



Les automobilistes profitent d'une baisse des prix de l'essence à la veille des fêtes, un baume pour les bourses dégarries...

le message. «Si des stations ferment, ce sera le marché qui en aura décidé ainsi.»

«Quand nous faisons ça, c'est aussi difficile pour tout le monde, nous y compris», reprend-elle à propos des distributeurs indépendants. Ceux-ci peuvent trouver la

pitule assez difficile à avaler puisque les diminutions imposées par le marché sont prises à même leur marge de profit. Les distributeurs affiliés pour leur part touchent un pourcentage fixe pour chaque litre d'essence vendu, peu importe le prix.

O.B.P.E. LOGE 67
TÉL.: 569-1600
240, rue Montréal
Sherbrooke,
Québec

LOGE DES ÉLANS

VENDREDI 31 DÉCEMBRE
VEILLÉE DU JOUR DE L'AN

BUFFET ET DISCO
JOYEUX NOËL ET
BONNE ET HEUREUSE ANNÉE

Réservations: 569-1600

ANNONCEURS, PRENEZ NOTE...

Voici les heures de tombée pour votre publicité durant la période des Fêtes

	Sans épreuve	Avec épreuve
*24 décembre	21 décembre	20 décembre
25 décembre	PAS DE PUBLICATION	
27 décembre	21 décembre	20 décembre
28 décembre	22 décembre	21 décembre
29 décembre	23 décembre	22 décembre
30 décembre	27 décembre	24 décembre
*31 décembre	28 décembre	27 décembre
1er janvier	PAS DE PUBLICATION	
3 janvier 1994	28 décembre	27 décembre
4 janvier 1994	29 décembre	28 décembre
5 janvier 1994	30 décembre	31 décembre
6 janvier 1994	3 janvier	31 décembre
7 janvier 1994	4 janvier	3 janvier

*Notez que les publications du magazine Week End seront devancées aux vendredis 24 et 31 décembre, pour ces éditions, voici les heures de tombée:

	Sans épreuve	Avec épreuve
24 décembre	20 décembre	17 décembre
31 décembre	27 décembre	24 décembre

Joyeuses Fêtes

La Tribune

RÉSULTATS
Loto-Québec

Tirage du 93-12-22

1 ^{er} numéro		2 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
108921	10 000 \$	861223	10 000 \$
08921	1 000 \$	61223	1 000 \$
8921	100 \$	1223	100 \$
921	10 \$	223	10 \$
21	5 \$	23	5 \$

3 ^e numéro		4 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
10892	1 000 \$	86122	1 000 \$
1089	100 \$	8612	100 \$
108	10 \$	861	10 \$
10	5 \$	86	5 \$

5 ^e numéro		6 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
028017	10 000 \$	477250	100 000 \$
28017	1 000 \$	77250	1 000 \$
8017	100 \$	7250	100 \$
017	10 \$	250	10 \$
17	5 \$	50	5 \$

7 ^e numéro		8 ^e numéro	
NUMÉROS	LOTS	NUMÉROS	LOTS
02801	1 000 \$	47725	1 000 \$
0280	100 \$	4772	100 \$
028	10 \$	477	10 \$
02	5 \$	47	5 \$

Banco

	2	4	6	11	12
	18	21	27	32	33
	38	39	40	51	57
Tirage du 93-12-22	58	59	61	65	68

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets. En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle, cette dernière a priorité.

Prévisions à long terme pour Sherbrooke
Source: Environnement Canada

Aujourd'hui	Ce soir	Vendredi	Samedi	Dimanche
CIEL VARIABLE	CIEL VARIABLE	QUELQUES FLOCONS	NEIGE	QUELQUES FLOCONS
max -10	min -16	max -9	-12/-3	-15/-6

Dans le monde

Aujourd'hui

Min.	Max.	Londres	04	08	
Athènes	08	18	Los Angeles	08	21
Barcelone	08	16	Madrid	03	08
Berlin	01	03	Mexico	09	22
Bruxelles	-1	05	Miami	21	29
Francfort	02	08	New York	05	12
Genève	05	14	Paris	05	09
Helsinki	-4	-1	Rio	20	32
Lisbonne	10	15	Rome	14	16

INDEX

Arts:	C-5	Horoscope:	B-5
Bandes dessinées:	B-5	Messier en liberté:	B-5
Décès:	D-5	Petites annonces:	D-3
Économie:	B-5	Sports:	C-1
Éditorial:	A-14		

Actualité
en bref

Hébergement: feu vert pour IRIS Estrie

Sherbrooke - Le ministère de la Santé et des services sociaux a répondu favorablement à la demande conjointe d'I.R.I.S. Estrie et de la Régie régionale de la santé quant au financement pour la mise en place d'une ressource d'hébergement communautaire au bénéfice des Estriens qui vivent avec le VIH ou le Sida.

I.R.I.S. Estrie aura la responsabilité de mettre sur pied l'hébergement et les services aux personnes hébergées.

On se rappellera qu'en avril dernier, I.R.I.S. Estrie avait pris l'initiative de mettre en place une ressource temporaire en hébergement pour démontrer de façon réelle les besoins de notre région, auprès de la Régie régionale et du ministère de la Santé du Québec.

Un budget pour les services en anglais

Sherbrooke - La Régie régionale de la santé et des services sociaux de l'Estrie a annoncé, hier, que sept organismes de la région, offrant des services aux personnes d'expression anglaise, se partageront un nouveau budget de 18 730 \$.

Ces organismes sont: le Centre d'action bénévole du Haut Saint-François (5000\$ pour le projet Implantation de groupes d'entraide), le Stanstead, Beebe, Rock Island Regional Benevolent Service (2000\$ pour la formation de bénévoles), l'organisme Parrainage civique de l'Estrie (2000\$ pour le recrutement et la formation de bénévoles), le Lennoxville ans District Community Aid (1730\$ pour former des bénévoles), l'organisme Townspeople's Association (2000\$ pour former des bénévoles), le Saint-François Literacy Council (2000\$ pour former des bénévoles pour assister des personnes illettrées) et le Centre d'action bénévole de la MRC de Coaticook (4000\$ pour la mise en place d'un réseau de bénévoles).

Les subventions accordées proviennent d'une entente Canada-Québec. Elles concernent, a-t-on annoncé, la contribution financière du Canada aux initiatives du Québec visant à favoriser l'accessibilité des services sociaux et de santé en anglais.

Aide aux organismes culturels sherbrookoïses

Sherbrooke - Le député de Sherbrooke à l'Assemblée nationale, André J. Hamel, a annoncé, au nom de la ministre de la Culture du Québec, Liza Frulla, des subventions totalisant 466 428 \$ consenties à quatre organismes culturels sherbrookoïses.

Dans le cadre du programme Aide aux musées privés et centres d'expositions, le Musée du Séminaire de Sherbrooke (191 566 \$), la Galerie d'art du Centre culturel de l'Université de Sherbrooke (135 973 \$) ainsi que le Musée des Beaux-Arts de Sherbrooke (105 849 \$) se partageront la somme.

De plus, la Société d'histoire de Sherbrooke bénéficiera également d'une subvention de 33 040 \$, provenant du programme d'Aide financière aux services d'archives privées.

Un peu moins de logements vacants en 94, prédit la SCHL

Sherbrooke - Selon les résultats de l'enquête sur les taux d'occupation effectuée en octobre 1993 par la Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL), les taux de vacance élevés qui s'observent dans de nombreuses villes, depuis un certain temps, devraient commencer à diminuer en 1994. Dix-huit des 26 régions métropolitaines affichaient un taux de vacance supérieur à 3 pour cent en octobre dernier, soit à peu près le même nombre qu'un an auparavant.

Selon le directeur de l'Analyse des marchés locaux à la SCHL, Greg Goy, la diminution sera généralisée mais peu importante. Le taux d'occupation moyen de l'ensemble des grands centres urbains devrait s'établir à 4,6 pour cent en octobre 1994, comparativement à 4,8 pour cent en octobre 1993.

Deux raisons s'appliquent que le taux d'occupation soit demeuré élevé dans de nombreuses villes: lenteur de la croissance économique et chômage, d'une part, et bas taux d'intérêt et offre abondante de logements abordables, d'autre part.

L'air est-il vicié à l'école Champlain?

□ Certains enseignants éprouvent des malaises qui ressemblent à ceux identifiés à l'école Alfred-DesRochers

Michel RONDEAU Sherbrooke

À l'école Champlain, de Sherbrooke, le personnel qui oeuvre dans la partie la plus récente de l'édifice, bâtie sur un vide technique, éprouve des malaises qui ressemblent étrangement à ceux identifiés à l'école Alfred-DesRochers, de St-Elie d'Orford.

Le «vide technique» est l'espace qui se trouve sous l'édifice, mais qui ne consiste pas en un sous-sol comme tel. La partie la plus récente de Champlain, bâtie dans les années 1970, a été construite sur un terrain en pente et le sol de l'espace vide sous l'école est en partie en terre.

«Nous n'avons pas osé trop parler, explique Mme Angèle Bédard, la déléguée syndicale des enseignants, parce que nous avons craint d'être taxés de profiter de la situation de St-Elie pour soulever les problèmes.» A l'école Alfred-DesRochers, de St-Elie, les problèmes de santé que certains croient liés à certains aspects de la construction de l'école perdurent depuis 12 ans.

Mme Bédard dit que cinq des huit personnes qui enseignent dans la «nouvelle» partie de l'école Champlain éprouvent des malaises divers, comme des laryngites, des sinusites et des migraines à répétition. «Personnellement, j'ai des migraines fréquentes depuis huit ans, c'est-à-dire depuis que je travaille dans la nouvelle partie. Une collè-



Téléphoto, Claude Croisetière

Certains enseignants qui oeuvrent dans la «nouvelle partie» de l'école Champlain éprouvent des malaises divers, comme des laryngites, sinusites et des migraines à répétition, mais aucune plainte n'a encore été formellement adressée à la CSCS.

gue de travail qui a quitté pour oeuvrer dans une autre école cette année a révélé qu'elle n'est plus malade depuis qu'elle a quitté. Une autre qui est arrivée cette année, a des sinusites fréquentes depuis qu'elle se trouve avec nous.»

A chaque printemps, explique

Mme Bédard, il y a sept ou huit pouces d'eau qui s'accumulent dans le vide technique. Il y a eu appel à la Commission de santé et sécurité du travail il y a deux ans, les représentants de la Commission scolaire catholique sont intervenus et l'an dernier on a installé un système de

ventilation et de chauffage pour assécher les lieux. Par contre, dit la déléguée, les maux des enseignants persistent et l'on s'interroge si la terre du vide technique est vraiment asséchée, si elle comporte des moisissures et si finalement il ne reste pas toujours quelque chose. Les en-

seignants croient qu'il serait peut-être bon de couvrir la terre de ciment au moins.

De plus, comme les conduites de chaleur passent dans le vide technique, l'air poussé dans les classes est peut-être vicié, avance Angèle Bédard. Elle dit qu'elle s'est renseignée sur l'étanchéité des conduits et on lui a répondu qu'à défaut de l'installation d'une surboîte, les conduits ne sont pas étanches. Mme Bédard ajoute qu'elle met parfois des dictionnaires sur les bouches d'aération de sa classe et qu'elle a l'impression d'aller mieux.

En ce qui concerne les élèves, Mme Bédard dit qu'il n'y a pas eu d'enquête pour savoir s'ils sont indisposés par les mêmes malaises que les enseignants. Elle avoue qu'elle n'a pas vraiment l'impression que certains sont indisposés par les mêmes maux. Il y a six classes dans la partie la plus récente de l'école.

Interrogé à ce sujet, le directeur général adjoint de la CSCS, M. Jean De Francesco, dit que l'école ne lui a pas signalé de tels problèmes cette année, mais que la Commission scolaire interviendra si des plaintes lui parviennent.

A Champlain, on a l'habitude d'appeler la nouvelle partie «l'aile psychiatrique» de l'école. Mais aucun rapport avec les malaises que semblent éprouver les enseignants, assure Angèle Bédard. «Cette appellation dépend plutôt du fait que le personnel qui y travaille est ta-

NEIGE ET POUDRERIE À SHERBROOKE

Tous les préposés au déneigement à l'oeuvre

□ La Ville a utilisé 550 tonnes d'abrasif pour déglacer les rues

François GOUGEON Sherbrooke

Le mauvais temps des dernières 24 heures a mobilisé tout l'arsenal et les préposés au déneigement à Sherbrooke.

«Jamais nous n'avons perdu le contrôle de la situation. Nos équipes ont été à pied d'oeuvre dès 3 heures du matin (mercredi). Là où il y a eu problème, c'est dans les

secteurs où les rafales ont été très fortes», a indiqué le chef de la division voirie et parcs et responsable du déneigement à la Ville de Sherbrooke, Jean-Charles Auray.

Ainsi, ce sont quelque 35 cols bleus qui ont été mis à contribution pour améliorer l'état des rues, trottoirs et autres lieux publics: cela a impliqué l'utilisation de sept épanneuses, 10 charriots à trottoir, cinq niveleuses et deux lourds camions. Au total, entre 3 heures du matin, mercredi et 16 heures hier, des

quantités d'environ 425 tonnes de sel et de 125 tonnes de petites pierres avaient été épanchées par les rues de la Ville.

M. Auray a reconnu qu'il était possible que certaines intersections puissent être demeurées glissantes malgré cela, en raison d'un volume important de circulation ayant pour effet de créer de la glace. Mais du moment qu'ils en étaient avisés, les préposés retournaient remettre des abrasifs.



Téléphoto, Claude Croisetière

Peu d'accumulation de neige, mais de bonnes rafales de vents: de quoi indisposer les piétons.

Pas assez de neige pour ouvrir le Mont Bellevue

□ Owl's Head, Sutton et Orford ont reçu entre 15 et 30 centimètres

Claude PLANTE Sherbrooke

Les skieurs sherbrookoïses qui pensaient pouvoir se lancer aujourd'hui sur les pentes du Mont Bellevue, en voyant la neige tomber, hier, devront patienter encore quelques jours.

S'il tombait, au cours des prochains jours, 15 autres centimètres de bonne neige, qui permettrait de former une base solide, le service des loisirs de la Ville de Sherbrooke pourrait mettre en opération le centre de ski, dès le 26 décembre.

«A la météo, on annonce de la neige pour samedi et dimanche. S'il en tombe assez et que c'est de la neige qui se compacte bien, nous pourrions ouvrir le lendemain de Noël», explique Daniel Quirion, gestionnaire du centre de ski du Mont Bellevue.

M. Quirion ajoute que les dix centimètres de flocons blancs tom-

bés hier ne suffisent pas pour mettre immédiatement la saison en marche. Selon lui, le vent a balayé le peu de neige qu'il y avait au sommet de la montagne et le sol était trop détrempé, en raison de la pluie du début de la semaine.

Il insiste sur le fait que, pour ouvrir une ou deux pistes, le 26 décembre, la neige prévue par Environnement Canada doit être assez résistante pour ne pas disparaître lorsqu'elle sera travaillée mécaniquement.

Daniel Quirion ajoute que pour le ski de fond, les gens pourraient patienter encore un peu. «Les pistes de ski de fond sont souvent dans les bois et la neige les atteint moins facilement.»

M. Quirion annonce du même coup que, pour les 26 décembre et 2 janvier 1994, si bien sûr le centre de ski est en opération, les skieurs pourront s'y présenter dès 10h, contrairement à 13h comme il est prévu à l'horaire.

Comme un cadeau de Noël dans les grands centres

Les gens de la direction des centres de ski de la région n'en croyaient pas leurs yeux de voir tomber ce cadeau de Noël, deux jours avant le temps. Les montagnes d'Owl's Head, Sutton et Orford ont reçu de 15 à 30 centimètres depuis 24 heures.

«Nous aurions voulu de la neige avant, dit Richard Clinton, de la station de ski Owl's Head. Nous nous préparons pour la période des fêtes. Nous pouvons démenager nos canons à neige sur des pistes qui n'en ont pas reçu assez.»

À Sutton, 26 pistes sont accessibles aujourd'hui et quatre télésièges sont en fonction. Certaines pistes sont recouvertes de poudreuse.

À la station touristique du Mont Orford, les gens pourront y skier sur 25 pistes, situées sur quatre versants. La couverture de neige est complète sur les pistes à enneigement artificiel.

Opération Nez rouge enregistre une hausse soudaine d'appels

L'accident mortel du week-end fait réfléchir, constate la directrice

Serge DENIS Sherbrooke

«C'est plate à dire mais il a fallu l'accident de la fin de semaine dernière pour sensibiliser la population au fait de ne pas prendre la route après avoir bu.»

La directrice de l'Opération Nez rouge, Sylvie Lamarche, admet que la tragédie qui a coûté la vie de Julie Gauthier a contribué à faire de l'édition de cette année un succès sans précédent. «Au rythme où ça va, nous aurons atteint notre objectif de 2500 transports avant la fin de semaine et nous commençons à penser à nous rendre jusqu'à 3000.

Depuis la nuit de l'accident, les statistiques démontrent clairement que le message a porté. Dimanche, Nez-rouge a effectué 79 transports comparativement à 40 le dimanche correspondant l'an dernier. Même chose pour lundi et mardi alors que l'organisme a desservi respectivement 60 et 141 personne à pareille date l'hiver 1992, tandis que ces chiffres sont passés à 101 et 187 cette année.

«L'accident est le sujet de conversation dans tous les véhicules», note la directrice. Malgré le caractère dramatique de l'événement, Sylvie Lamarche reconnaît qu'il a eu un impact très positif sur le comportement des automobilistes. Les irréductibles semblent maintenant avoir saisi les conséquences que peut entraîner la conduite en état d'ébriété.

Les bénévoles de Nez-rouge ont même eu du mal à répondre à la demande depuis le début de la semaine. «Dans la soirée de mardi, certaines personnes devaient at-

tendre jusqu'à 45 minutes avant que nous puissions passer les chercher. Nous demandions aux gens d'être patients mais nous manquions visiblement de monde», déplore-t-elle.

La situation était amplifiée par le fait que les bénévoles du Sherbrooke métropolitain devaient ré-

pondre aux appels des autres centres de services de la région qui ne sont en opération que du mercredi au dimanche.

«Nous devions continuellement nous occuper de déplacements à l'extérieur de notre territoire, et puisque

ce sont souvent des longs transports, nous ne pouvions plus répondre rapidement aux appels locaux.»

Les choses devraient revenir quelque peu à la normale à partir d'aujourd'hui puisque les bureaux de Coaticook, East Angus, Magog et Windsor répondent maintenant aux appels. Sylvie Lamarche précise cependant que d'autres bénévoles seraient les bienvenus, surtout pour les soirs du 24, 25 et du 31 décembre où la demande augmente considérablement alors que les chauffeurs se font souvent plus rares.



Sylvie Lamarche

AVIS PUBLIC

MONT BELLEVUE ET PATINOIRES DE LA VILLE

AUGMENTATION DES HEURES D'OUVERTURE PENDANT LA PÉRIODE DES FÊTES

Dans le but d'améliorer son service à la clientèle, la ville de Sherbrooke a modifié les heures d'ouverture du Mont Bellevue, de son rond de glace et des patinoires de la ville, lesquels seront ouverts à compter du 10 h 00 les 26 décembre et 2 janvier.



Ville de Sherbrooke

Éditorial

Pas de pardon pour policier délinquant

Un policier de la Sûreté municipale de Sherbrooke est soupçonné de participation à un délit criminel. Il est maintenant suspendu et l'enquête a été confiée à la Sûreté du Québec pour éviter les conflits d'intérêts.

Pour l'instant, les autorités policières sont pratiquement muettes sur le sujet. Certes il s'agit là d'une affaire délicate, aucune accusation n'ayant encore été portée, mais elle ne peut souffrir longtemps de ce silence complice.



Jacques PRONOVOST

Le lien de confiance entre les forces policières et les citoyens est trop ténu. Il ne tient qu'au fil de la transparence et de la crédibilité. Qu'un membre de la Sûreté municipale ait pu être impliqué de quelque manière que ce soit dans un réseau criminel est l'une des pires situations pour une force constabulaire. Qu'un simple soupçon plane au-dessus de l'ensemble des policiers à cet égard est inacceptable. Les forces policières ont l'obligation d'expliquer où elles en sont dans ce dossier, quelles sont les mesures prises à l'égard du présumé fautif, qui fait l'enquête et comment?

Le public doit avoir la certitude que les policiers agissent dans ce cas avec la même célérité, la même diligence et la même sévérité qu'à l'endroit des citoyens fautifs. Il ne peut y avoir qu'une seule justice. Donc, pas de pardon pour policier délinquant.

Peu importe qui il est, recrue ou vétéran, policier estimé ou anonyme, fils de bonne famille ou non. Il est plus que probable qu'une condamnation mettrait fin à sa carrière, détruirait sa vie. C'est le risque que prend toute personne qui défierait les lois.

C'est encore plus grave quand on a accepté la responsabilité de faire respecter ces lois. Être exposé à l'inflexibilité d'un public exigeant envers ses représentants de l'ordre est la rançon de la gloire, la dette allant de pair avec des conditions salariales enviables.

À Montréal, des policiers auraient battu à mort un chauffeur de taxi, Richard Barnabé, après l'avoir pris en chasse. Une enquête très sérieuse a été commandée et les responsables policiers ont immédiatement annoncé qu'ils allaient être très sévères si les allégations étaient vérifiées: des accusations criminelles pourraient même être portées contre eux. Ceux-ci ont agi ainsi, peut-être exagérément, mais dans le cadre de leurs fonctions. On les traite comme des malfaiteurs parce qu'ils auraient outrepassé leurs droits et responsabilités. Qu'en est-il d'un policier qui aurait été complice de véritables criminels? Aucune ambiguïté ne doit persister. Actuellement, les soupçons rejaillissent sur l'ensemble du corps policier et pourraient éblouir éventuellement le pouvoir politique, responsable des forces policières si le mutisme persiste.

Ce policier est suspendu depuis une semaine. L'enquête doit aboutir rapidement. Tout ce qui traîne se salit. Plus encore quand la boue se trouve dans les corridors d'un poste de police. Si on peut saisir le camion d'un bénévole des Paniers de l'Espoir pour possession de cigarettes de contrebande, il faut pouvoir sanctionner la complicité à un acte criminel commis dans sa propre cour.

Le policier présumé impliqué doit rapidement être blanchi de tout soupçon le cas échéant ou inculpé selon les preuves recueillies. Entre-temps le corps policier tout entier est noirci. Il ne doit pas être ici question de protection syndicale mais de crédibilité à conserver, syndiqués ou non.

Contrebande et politique

Le témoignage d'un pilote de navire, en première page de notre édition d'hier, démontre l'ampleur du commerce illégal au Québec. M. Vallier Bouchard affirme qu'il y a, sur les grands cours d'eau frontaliers, un «va-et-vient infernal» d'embarcations transportant cigarettes et alcool de contrebande. Comme bien des citoyens, il voudrait un contrôle plus musclé. Réaction normale. Mais est-ce vraiment la solution?



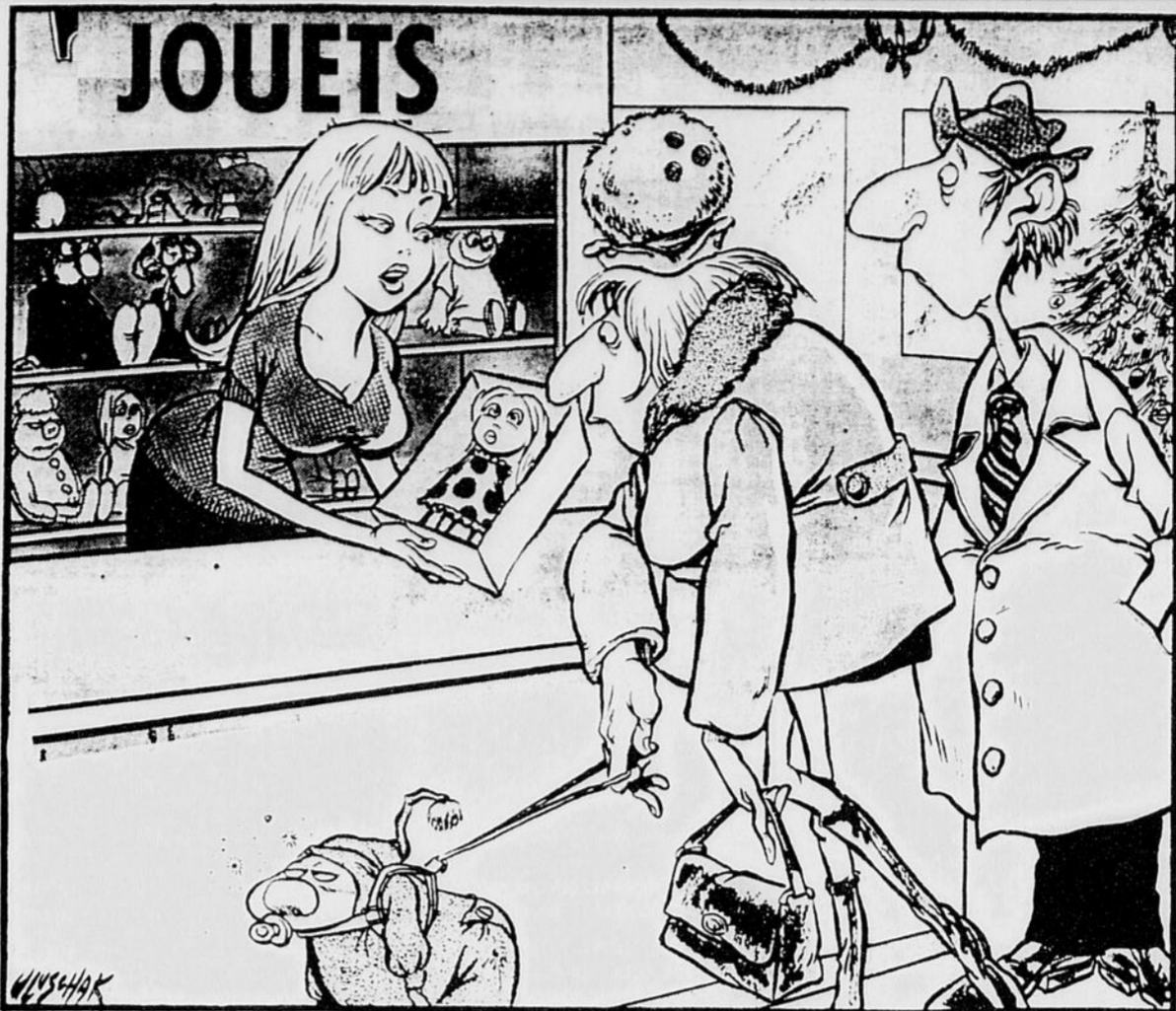
Roch BILODEAU

Dans tout ce débat sur la contrebande, il ne faut surtout pas oublier les consommateurs, ces centaines de milliers de Québécois, et peut-être davantage, qui achètent les produits illégaux. Ils se rendent indirectement complices d'actes criminels, mais ils sont tellement nombreux que le gouvernement avoue lui-même ne rien pouvoir contre eux. Aussi longtemps qu'un marché de cette envergure existera, il y aura des contrebandiers: mohawks, mais aussi québécois, ontariens et américains comme l'a constaté le pilote de navire.

Alors, multiplier les contrôles partout aux frontières? Les résultats risqueraient d'être finalement très décevants; il nous faudrait une armée entière. Ce serait plus intelligent d'examiner les causes profondes du problème.

Elles sont à la fois simples et complexes. D'une part, il y a évidemment les taxes sur ces produits. Elles sont tellement élevées que même des honnêtes citoyens ne peuvent résister aux prix «réels» du marché noir. Mais, d'autre part, il y a également le désabusement général de la population face à la gestion des fonds publics: quand on apprend, par exemple, que des diplomates canadiens dilapident des sommes astronomiques en pur gaspillage, on ne se sent pas très coupable de priver l'État de quelques dollars.

Une baisse de taxes serait donc une partie de la solution en ce qui concerne particulièrement les cigarettes et l'alcool. Mais les gouvernements auront beaucoup à faire pour éliminer le phénomène du marché noir dans son ensemble. Ils devront, en fait, regagner la confiance des contribuables-consommateurs. Ce qui n'est pas peu dire.



«C'EST NOTRE DERNIER MODÈLE - ELLE EST SI RÉELLE QUE VOUS POUVEZ LA DÉCLARER COMME PERSONNE À CHARGE...»

TRIBUNE LIBRE

Le maire Gervais et son budget

Les Sherbrookoïses peuvent respirer à l'aise: pas d'augmentation de taxes à Sherbrooke pour 1994, titre La Tribune le 29 novembre dernier. Sans doute le maire et les échevins étaient très fiers pour permettre la publication quinze jours avant le dépôt officiel. M. le maire, comme stratégie, c'est réussi.

À tout événement, le budget est maintenant officiel. Aurait-on pu en donner davantage aux Sherbrookoïses? Essayons ensemble de faire un exercice budgétaire sommaire. On pourrait peut-être avoir des surprises.

M. le maire, de nombreux citoyens ont déjà dû déboursier davantage. La baisse réelle du marché résidentiel est d'environ 5% de la valeur marchande de toutes les résidences de Sherbrooke. Pourtant, les taxes (évaluées dans des années antérieures) n'ont pas bougé d'un sou. Avez-vous songé à une baisse de



Paul Gervais

taxes? Si le prix des résidences a diminué de 5% et les taxes perçues n'ont pas bougé, il y a donc un gonflement de revenus énorme en fa-

veur de Sherbrooke.

M. le maire, il n'y pas de honte à diminuer les taxes d'un montant raisonnable de 5%. Vous ne créez aucun précédent. D'autres villes l'ont fait et même tout près de chez nous. Voyez du côté des villes en périphérie de Montréal.

L'exercice budgétaire ci-haut mentionné a été saluatoire à notre compréhension d'un budget municipal (pas si dur que ça). Il est probable qu'en étant plus rigoureuses, les finances de Sherbrooke seraient meilleures. En attendant l'an prochain, l'administration Gervais n'a rien pour se «péter les bretelles» avec le budget 1994. Surtout, ne venez pas nous faire croire que vous ne pouvez faire mieux. Les présentes années sont difficiles pour tout le monde.

Raynald Richard
Sherbrooke

Potinage autour de la «Maison Blanche»

M. Denis Messier
Échotier

J'ai été assez stupéfait de voir que vous décerniez la «rose» de ce mercredi 8 décembre à notre bon ami Albert Painchaud, directeur général de l'Hôtel-Dieu, à l'effet que la Maison blanche allait finalement être détruite.

En quoi la démolition d'un bâtiment historique, dont M. Painchaud lui-même se dit y être attaché sentimentalement, conjuguée à des compressions de l'ordre de 1 milliard \$ dans les Affaires sociales peuvent-ils faire l'objet de réjouissances de votre part?

Remarque bien que je n'ai jamais entendu personne demander de fermer des lits ni de limiter le nombre de radiographies pulmonaires aux patients de l'Hôtel-Dieu pour ne pas démolir la Maison blanche, ou pire, la restaurer. Vous



Albert Painchaud

devriez peut-être vous documenter à l'avenant sur les faits, dans les articles de vos confrères ou l'on parle de coupures de 500 millions de dollars en matière de santé au Québec et ce, sur trois ans, et non de 1 milliard \$ d'ici avril. Entre faire écho aux bavardages de 19e trou de golf et aux propos démagogiques liés à des décisions politiques, il y a une marge.

Si M. Painchaud avait voulu mettre en valeur la Maison blanche, il aurait sûrement pu aller chercher quelques appuis et quelques dollars auprès de ses bons amis Jean (ancien vice-premier ministre du Canada) et Monique (nouvelle ministre des Finances du Québec), sans

compter ceux de l'Hôtel de ville. Mais tout ça n'est pas du domaine des échotiers, tu en conviendras!

Je comprends que la saison de golf soit terminée mais avoir su que vous étiez à cours d'échos méritant la rose de votre chronique, je vous aurais invité à prendre un café (un double espresso bien serré, ça réveille son homme!) et j'aurais pu vous alimenter en potins juteux et savoureux, notamment sur cette question de la démolition de la Maison blanche. Ma voisine aime bien potiner et elle m'en raconte des vertes et des pas mûres. Mais elle, malheureusement, elle ne possède pas de sac de golf ni de volier.

Dans le fond, j'adore (comme tout le monde?) potiner. La preuve: je vous lis! Au prochain ragot, M. Denis Messier.

Pierre Bouchard
Sherbrooke

NOËL

Mon beau sapin...

Je me rappelle, quand j'avais cinq ou six ans, l'arrivée de décembre déclenchait chez nous le grand branle-bas des préparatifs pour Noël. Le sapin qu'on décorait dès le premier dimanche de décembre, les cadeaux empilés sur les étagères, les cartes de Noël qui arrivaient, ma grand-mère qui cuisinait ses gâteaux aux fruits et ma mère qui cuisinait ses tourtières, des vraies...

Aujourd'hui, dans notre monde de fous, on n'a plus le temps de faire ça. Ou c'est du tout-cuit, du pré-cuit, du congelé et du surgelé, ou encore, c'est le traiteur qui se farcit la corvée. Parce que c'est devenu une corvée. «Pas le temps, voyons...» Pourtant, ça sentait drôlement bon.

C'est comme pour le sapin. Roses, blancs ou bleus, pied de plastique et branches synthétiques. Mon beau sapin, roi des forêts, en a pris un dur coup. «Aucun danger, assemblage facile». C'est écrit sur la boîte. On n'y retrouve malheureusement pas le plaisir d'aller choisir le sapin avec papa ou grand-papa, ni le parfum puissant qui se dégage de l'arbre quand ses branches s'étendent en dégelant...

Je me rappelle aussi qu'on recevait des tonnes de cartes de Noël, pleines d'amour et de tendresse: «On vous aime». «On pense à



vous». «Je serai là à Noël». Moi, la dernière fois que j'en ai reçu une, il y avait une voiture décapotable dessus et elle venait de mon concessionnaire! Qui se donne la peine aujourd'hui d'écrire un mot à ses parents et amis? «Pas le temps, voyons...» Et puis, ça coûte trop cher!

Trop cher... Et puis les cadeaux, ça coûte pas cher? On paie un bras pour des choses qui n'ont pas d'altitude et on offre la facture en prime! «Tu pourras l'échanger si ça fait pas ton affaire».

Quand j'étais petite, c'était une vraie surprise, les cadeaux: je ne les avais pas choisis moi-même dans le catalogue... Quelqu'un les avait achetés en prenant le temps de se demander si ça me ferait vraiment plaisir. Même les emballages avaient été faits avec soin, le dernier dimanche avant Noël, pour ne pas les briser. Aujourd'hui, c'est: «Je vais manquer de temps, vous pouvez me l'emballer?»

Dans mon temps, comme disent mes enfants, la magie de Noël ne se trouvait pas au centre commercial. Elle était là, dans notre coeur. Chaque jour, par de petits gestes, on prenait le temps de la faire grandir. On appelait ça l'esprit de Noël...

Peut-être que, comme Scrooge, on le retrouvera le matin de Noël...?

Johanne PELLETIER
Sherbrooke

QUESTION DU JOUR

Est-ce que Noël a toujours une grande signification pour vous?



Josée Dostie, Sherbrooke: «Parce que j'ai des enfants, oui. Mais si je n'en avais pas, Noël n'aurait pas une grande signification pour moi.»



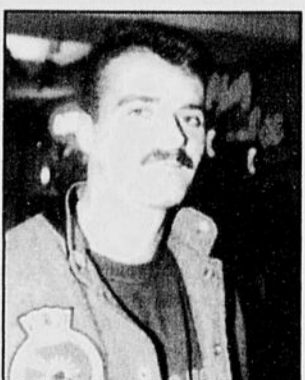
Marie-France Boisvert, Sherbrooke: «Oui, c'est beaucoup de dépenses... Mais c'est surtout pour les enfants.»



Lianne Charbonneau, Richmond: «Oui, pour mille et une raisons. Ça signifie le partage en famille. C'est un geste d'amour.»



Pierre Vailloux, Asbestos: «Avec les années, c'est moins significatif. C'est plus beau pour les jeunes; ça reste une fête pour les enfants.»



Yann Vachon, Halifax: «Je pense bien que cela a de la signification parce que si les gens sont éloignés les uns des autres, c'est le moment de se rencontrer dans l'amour.»

Les éducateurs physiques de l'Estrie sont inquiets

□ Ils craignent que leur spécialité fasse l'objet d'une réduction de cours et de personnel dans le cadre de la réforme de l'enseignement

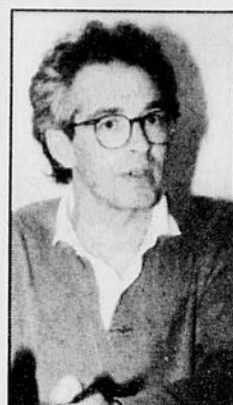
Michel RONDEAU Sherbrooke

L'Association des éducateurs et éducatrices physiques de l'Estrie se demande si la ministre de l'Éducation, Lucienne Robillard, va vraiment «faire avancer l'école».

De fait, souligne le vice-président de l'Association, M. Raymond Bujold, dans son document d'orientation «Faire avancer l'école», préluce à la modification de la grille des cours au primaire et au secondaire, la ministre effleure à peine le sujet de l'éducation physique. «Elle dit qu'il y en aura, mais on ne sait rien de plus.»

M. Pierre Bédard, trésorier de l'Association et professeur au collégial, craint que l'éducation physique au primaire et au secondaire fasse, comme au collégial, l'objet d'une réduction de cours et de personnel comme le prévoit la réforme du collégial, théoriquement en application en septembre prochain.

La réforme du secondaire, et du primaire, apparaît difficilement applicable à ce même moment, selon Raymond Bujold, compte tenu du fait que l'organisation scolaire se fait dès janvier et février dans les écoles, mais il est évident que la ministre est pressée et que, d'ici quelques semaines, le sort de l'éducation physique pourrait être fixé.



Raymond Bujold

Les éducateurs physiques reprochent à Mme Robillard de parler de formation de base plutôt que de formation fondamentale ou globale de la personne, comme on le fait depuis plusieurs années. «L'inten-

tion semble s'orienter vers le rendement scolaire, les résultats et les exigences d'entrée au cégep. Cette intention est imprégnée de l'importance à accorder aux matières nécessaires à la promotion de l'élève. Aucun texte ne concerne la santé physique et mentale, le corps, la maîtrise des actions corporelles, les apprentissages diversifiés.»

Pourtant, souligne Pierre Bédard, il faut s'occuper autant du développement physique qu'intellectuel et socio-affectif de l'élève. «On nous associe souvent à des amuseurs, mais l'éducation physique sollicite l'enfant même intellectuellement. Non seulement, de 0 à 12 ans, la majorité des apprentissages passe par la manipulation, mais les activités sont présentées sous forme de problèmes à résoudre.» La contribution de l'éducation physique à la formation fondamentale de la personne apparaît évidente à MM. Bujold et Bédard, sans compter ses effets sur la santé de la population qui en a bénéficié au fil des ans. «Elle a un effet préventif.»

Actuellement, le régime pédagogique prévoit deux heures par semaine d'éducation physique au primaire. A Sherbrooke, c'est en moyenne 1h30 et dans d'autres commissions scolaires de la province, ce peut être moins encore. Le projet actuel de la ministre ne spécifie aucunement le temps alloué à cette matière, signale M. Bujold, mais les éducateurs physiques estiment que deux heures par semaine est le minimum souhaitable.

Leurs craintes viennent entre autres du fait que la ministre songe à mettre l'accent sur des matières comme le français et l'anglais. En augmentant le nombre d'heures passées à l'école? En retranchant

du temps dans d'autres matières? C'est là le questionnement.

Il n'est pas certain non plus que la ministre veuille maintenir l'obligation des cours d'éducation physique au secondaire et l'Association des éducateurs et éducatrices physiques estime qu'il faut garantir un minimum de deux unités par année

tant au 2e cycle qu'au 1er cycle du secondaire.

Il y a quatre écoles au Québec où l'on offre de l'activité physique à tous les jours, signale Raymond Bujold, avec le résultat que le rendement scolaire des élèves est de 5 à 7 pour cent supérieur, comme quoi l'activité physique a des effets bénéfiques.

Les syndicats proposent de retarder d'un an la réforme au niveau collégial

Montréal (PC)

Les trois syndicats regroupant 14 000 professeurs de cégep ont demandé hier à la ministre Lucienne Robillard de retarder d'un an l'application de la réforme de l'enseignement collégial.

«Elle nous a dit qu'elle prenait bonne note de nos arguments», a expliqué Denis Choinière, président du syndicat affilié à la CSN; lui et ses collègues de la CEQ et la Fédération autonome du collégial

(FAC) venaient de passer une bonne heure auprès de la ministre de l'Éducation.

Les professeurs syndiqués espéraient la convaincre de reporter l'échéance pour l'implantation de sa réforme, de septembre 1994 à septembre 1995.

Peu après la rencontre, la ministre réitérait sa volonté de s'en tenir au calendrier prévu. «Tout retard pénaliserait les étudiants qui entreprendront des études collégiales l'an prochain», dit-elle dans un communiqué.

«Nous n'avons aucune raison de nous traîner les pieds. Nous devons aux étudiants d'agir avec célérité», ajoute la ministre en référant à des services comme la «session d'accueil» destinée aux débutants.

La réforme avait franchi l'étape politique à Québec, par l'adoption de deux lois en juin et de modifications au régime pédagogique en août.

Dès janvier prochain, Mme Robillard entend amorcer des activités spécifiques de formation et de soutien pour préparer les enseignants au nouveau régime.

Deux Estriens sont inculpés d'importation d'alcool à Chicoutimi

Chicoutimi (PC)

Quatre individus ont été traduits devant le juge Claude Gagnon, de la Cour du Québec, à Chicoutimi, hier, sous des accusations d'importation illégale d'alcool.

Les accusés ont été identifiés

comme étant Louis Tremblay et Gaston Audet, de Jonquière, ainsi que Patrice Paré, de Fleurimont, et Patrik Potvin, de Sherbrooke.

Ils ont été appréhendés au cours d'une perquisition effectuée par la Gendarmerie royale du Canada (GRC) et la police municipale de Chicoutimi, mardi soir, dans un entrepôt de Chicoutimi.

Les policiers ont alors saisi 120

caisses contenant chacune six bouteilles de 60 onces d'alcool importées illégalement des États-Unis, une somme de 15 000 \$ en argent ainsi que la camionnette ayant servi au transport de la boisson.

La quantité d'alcool saisie a une valeur de 21 600 \$ sur le marché de la contrebande. A la SAQ, il en coûterait environ 43 200 \$ pour acheter la même quantité.

DÉMARREUR À DISTANCE
(Jusqu'au 31 décembre 1993)

199\$*

GARANTIE 2 ANS PIÈCES ET MAIN-D'OEUVRE

EN PLUS... NOUVEAUTÉ! DÉMARREUR
Sans limite de distance
Sans aucune interférence
*Taxes et pose en sus

RADIO D'AUTO Fleurimont
1656, rue Galt Est
Fleurimont
564-2613

ET PAIX SUR LA TERRE... AUX CHATS DE BONNE VOLONTÉ

LES CHATS COMME FELIX AIMENT *felix*

© QUAKER OATS CANADA 1993

Qu'est-ce qui passe plus vite que vos vacances de Noël?

les **48 HEURES**

DU 27 AU 30 DÉCEMBRE SEULEMENT, JUSQU'À 25% DE RABAIS SUR PLUS DE 3000 VÉHICULES GM 1993. SURVEILLEZ VOTRE PUBLI-SAG POUR PLUS DE DÉTAILS.

*Taxes et transport en sus, et tous les rabais taxables GM sont inclus.



On est équipé pour fêter.

Noël tombe le 25 décembre pour tout le monde. C'est ce jour-là, et dans les quelques heures qui précèdent, que tous voudront appeler un parent, un ami, pour lui souhaiter Joyeux Noël. Tenez bien vos tuques, ça veut dire près de 2 500 000 inter-

urbains, tous aussi importants les uns que les autres. Or, une seule entreprise possède un réseau téléphonique et un dispositif capables de tous les acheminer efficacement. Et vous la connaissez bien. Joyeux Noël.

Bell